

EST : le temps du terrorisme ?

L'Est du pays, qui a été depuis de nombreuses années le théâtre d'affrontements armés occasionnant d'énormes souffrances aux populations locales, est en train de revenir petit à petit à une situation normale. C'est ce que constatent tous les observateurs avertis, à l'instar notamment du représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Alan Doss, qui lors de la présentation de son rapport au Conseil de Sécurité a décrit en termes flatteurs le retour progressif de la paix et de la stabilité dans cette partie de la République.

Tout n'est pas parfait

Preuve que la situation de guerre appartient de plus en plus au passé, et ce malgré la poursuite de l'opération Kimia II chargée de traquer les éléments des FDLR et de les mettre hors d'état de nuire, les villageois qui avaient fui leurs habitations pour échapper aux tirs des armes se réinstallent de plus en plus dans leurs maisons, quand évidemment celles-ci n'ont pas été détruites dans l'entre-temps. Ce retour entraîne également la reprise des travaux des champs grâce auxquels s'éloigne la menace de la faim.

Cependant, si de manière générale l'on peut se féliciter des résultats positifs déjà visibles à travers la région à la suite des activités militaires et du processus de rapatriement des FDLR, la paix reste un élément à consolider. En effet, si, comme Alan Doss a tenu à le souligner devant le Conseil de Sécurité, la capacité de destruction des FDLR a été sensiblement réduite grâce à l'action combinée des FARDC et de la MONUC, depuis quelques temps des faits malheureusement de plus en plus fréquents sont signalés particulièrement au Sud-Kivu. Des faits qui tendent à faire croire que des efforts supplémentaires devraient être fournis au plan aussi bien administratif que militaire pour que la situation sécuritaire de cette province ne connaisse plus aucun trouble.

Des actes de terrorisme

En principe, les opérations menées par les FARDC avec l'appui de la MONUC sous le nom de code de Kimia II devraient se caractériser par des combats entre les deux parties. Or, fidèles à leur tactique consistant à éviter systématiquement le face à face pour n'agir que par des embuscades, les FDLR ainsi que d'autres groupes armés refusant de s'intégrer aux FARDC, ont mis au point une autre façon de faire régner la violence et de se faire craindre.

Il s'agit d'attaques ciblées contre des édifices sanitaires et religieux ainsi que d'incendies de villages, tels qu'ils se développent depuis le début de ce mois d'octobre, de même que de prises d'otages suivies de demandes de rançon.

C'est ainsi qu'au début du mois, le territoire de Walungu a enregistré coup sur coup l'enlèvement de deux prêtres et d'un séminariste à la paroisse de Ciherano, libérés par la suite contre paiement de 5.000 \$ de rançon, et le pillage du couvent des Frères Maristes à Nyangezi. Dans le cours du mois, tel que cela ressort du mémorandum que la Société civile du Sud-Kivu a fait parvenir récemment au chef de l'Etat, l'hôpital de Mukongola dans le territoire de Kabare a subi le même sort tandis que l'on a noté d'autres cas d'enlèvement de civils dans le territoire de Mwenga, et de menaces de mort à l'endroit d'activistes des droits humains et de journalistes dans le chef-lieu de la province, sans compter le retour en force du phénomène des coupeurs de routes.

Il saute aux yeux que les méthodes utilisées sont bien celles du terrorisme : répandre la peur par des actions violentes faites d'attaques armées, de pillages et d'incendies et complétées par des enlèvements et des prises d'otages dont la libération est conditionnée par le versement de rançons.

Autant dire que cette nouvelle face de la violence constitue un défi supplantaire à la paix et qu'en conséquence des moyens adaptés devraient mis en œuvre pour y faire face.

Faire taire l'Eglise ?

Les faits qui viennent de se dérouler au Sud-Kivu et qui situent désormais l'Eglise comme la principale cible des attaques terroristes amènent à conclure que les formes de violence pratiquées jusqu'ici cèdent la place à une forme de violence plus spécifique. Ainsi donc, après les vols en tous genres, les viols, les incendies de maisons, les assassinats individuels et les tueries collectives, les «femmes de brousse», c'est maintenant le tour du pillage des symboles de la présence de l'Eglise au sein de la société.

D'ailleurs, tout porte à croire que le fait de viser l'Eglise dans ses ressources tant humaines que matérielles n'est pas le fait du hasard, mais au contraire celui d'un projet planifié avec un objectif précis. Les victimes elles-mêmes n'ont pas tardé à déceler dans ces actes crapuleux non pas seulement une volonté de nuire, mais plus précisément celle d'empêcher l'Eglise de poursuivre, parallèlement à sa mission d'évangélisation, ses campagnes de moralisation de la société à travers la dénonciation systématique des maux qui la gangrènent.

Que de fois l'Eglise ne s'est-elle pas élevée contre les anti-valeurs, contre la paupérisation grandissante de la population, contre les soubassements économiques de la guerre qui a sévi à l'Est, contre toutes les formes d'exactions commises sur les populations ? Il va de soi que pour les FDLR comme pour les différents groupes qui eux tous vivent et survivent grâce à l'exploitation illicite des ressources minières, ces dénonciations répétées de l'Eglise dérangent. A cet égard, on ne peut s'empêcher de rappeler que «deux voix qui dérangent» ont déjà payé de leur vie leur courage à stigmatiser les forces du mal : Messieurs Munzehirwa et Kataliko.

En tout cas, pour la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), il ne fait aucun doute que la violence dirigée contre l'Eglise «*revient à porter atteinte directement à la population*», et cela dans la mesure où, selon l'archevêque de Bukavu François-Xavier Maroy, l'Eglise constitue l'«*unique soutien à un peuple terrorisé, humilié, exploité et opprimé*».

Un précédent : la rébellion muleliste

Quand on connaît la forte influence de l'Eglise sur les populations à l'Est de la République, on peut comprendre qu'à travers ces actes terroristes dirigés ces derniers temps contre elle, les auteurs cherchent effectivement à la faire taire par la peur, afin de poursuivre tranquillement leurs basses œuvres.

Dans les années 60, le même scénario s'était produit au Kivu dont la rébellion muleliste avait fait son bastion. Plus que l'ex-Armée Nationale Congolaise qui d'ailleurs avait du mal à tenir tête aux «Mulele-Mayi», c'est l'Eglise qui constituait la principale force de résistance aux violences perpétrées par ces derniers. Aussi, pour l'obliger à se taire et à cesser d'inciter la population à condamner la violence, les mulelistes avaient-ils adopté comme stratégie de diriger leurs armes de destruction contre les religieux et les bâtiments de l'Eglise.

Ainsi neutralisée, celle-ci ne sut plus qu'assister impuissante, par la suite, aux massacres des populations dont se rendirent coupables les mulelistes.

C'est sans doute le même effet que recherchent ceux qui, à l'Est et spécialement au Sud-Kivu, ont décidé de s'en prendre à l'Eglise à travers ses représentants et ses biens. Espérant que, cette voix étouffée, il leur sera loisible de tuer, de violer, d'incendier les villages ciblés et de les vider de leurs habitants avant de s'y installer eux-mêmes pour mieux se livrer à l'exploitation de minerais.

Fort heureusement, contrairement à l'époque de la rébellion muleliste, il n'est pas certain que, nonobstant le début d'exécution de leur plan, les FDLR et autres groupes armés

parviennent véritablement à atteindre le but visé, car en dehors de l'Eglise d'autres forces élèvent la voix et ne cesseront jamais d'élever la voix contre la violence endémique à l'Est du pays. A charge pour les responsables politiques et militaires de mettre le paquet pour que dans les meilleurs délais la paix rétablie au prix d'immenses sacrifices ne soit pas considérée comme une réalité ponctuelle mais comme une donnée permanente.

BONDO NSAMA

|

Webmaster,

Cet article doit être illustré par deux photos : Mgr Munzihirwa et Mgr Kataliko (voir autres pièces jointes)